

Nous devons aller au-delà du débat traditionnel qui consiste à se demander comment utiliser nos ressources respectives. De plus en plus, nous devons identifier les moyens de générer des revenus. Vous êtes bien placés pour savoir qu'il y a une forte demande internationale pour nos biens et services éducationnels. Le nouveau Bureau des affaires culturelles internationales sera doté d'une direction chargée de la promotion des exportations de ces biens et services canadiens à l'étranger. Cette nouvelle direction travaillera avec vous pour établir des stratégies afin de vous aider à conquérir les marchés internationaux. Comme vous le savez, le Ministère a déjà annoncé son intention de créer des Centres d'éducation canadiens en Asie à cette fin.

Le Canada est reconnu pour ses programmes d'enseignement d'anglais langue seconde et de français langue seconde. La France, la Grande-Bretagne et les États-Unis ont commercialisé avec succès de tels programmes. Pourquoi pas nous? Il y a là des profits énormes à réaliser et qui pourraient servir à financer d'autres programmes en matière d'éducation et de relations culturelles internationales.

Les membres de l'AUCC sont tous sensibles à la nécessité d'attirer un plus grand nombre d'étudiants étrangers. Il s'agit d'un impératif financier pour certains d'entre vous. La présence d'étudiants étrangers au Canada a des retombées économiques importantes pour notre économie. Vous faites face à une concurrence soutenue de la part d'établissements américains, par exemple. Mais nous n'avons rien à envier à qui que ce soit. Nos institutions et les programmes qu'elles offrent sont parmi les meilleurs au monde. Notre qualité de vie a certainement de quoi attirer bon nombre d'étudiants étrangers. Nos frais de scolarité sont tout à fait compétitifs. Y-a-t-il assez d'étudiants étrangers au Canada? Sûrement pas. Je pense que l'heure est venue de mettre au point une stratégie de promotion des universités et collèges canadiens à l'étranger. J'aimerais cependant être clair sur un point : il ne faut pas que les universités se livrent à une concurrence farouche pour attirer des étudiants étrangers; elles doivent faire front commun. Le pays en entier doit en bénéficier, pas seulement un établissement en particulier.

Les universités et collèges canadiens sont, en outre, des partenaires éprouvés au chapitre du développement. J'ai été heureux d'apprendre que le Programme des institutions d'éducation de la Direction générale du partenariat, de l'ACDI, a été reconduit dernièrement, confirmant à nouveau les solides liens de partenariat qui existent entre l'Agence canadienne de développement international, l'AUCC et les universités et collèges.

Les universités ont les compétences et le savoir-faire nécessaires pour contribuer au développement durable, elles sont intéressées à la promotion des valeurs canadiennes et elles